

Gaza : le plan Trump biffe tout avenir serein pour les Israéliens !

écrit par Christine Tasin | 1 octobre 2025



*Merci à Yann Vallerie pour son article assez exhaustif sur le plan Trump ci-dessous. Pour nous, à Résistance républicaine ce plan est à la fois une catastrophe et un cautère sur une jambe de bois, et **Thérèse** le démontre de façon magistrale, dans un article au titre explicite : [et si nous faisons un peu de cinéma.](#)*

En effet, non seulement les Européens ont montré leur impuissance, mais ils ont démontré et leur sottise et

leur collaboration, ils ne sont bons qu'à accueillir chez nous des fanatiques, des terroristes en puissance et en continuant, cerise sur le gâteau, à financer, à nos dépens, des antisémites qui ne vivent que pour que crève Israël. Bref, Trump organise une paix provisoire qui va libérer encore des centaines de terroristes, libres de recommencer à creuser des trous sous les écoles et hôpitaux de Gaza... Et on ne parlera pas de son projet ridicule de faire de Gaza un paradis pour milliardaires...

Bref, Netanyahu a apparemment été obligé de manger son chapeau et de renoncer à extirper définitivement la lèpre de son territoire. Les Israéliens ne sont pas prêts de pouvoir vivre tranquilles, sereins, sans craindre à la moindre sortie de leurs enfants qu'ils ne reviennent que les pieds devant.

Cette « paix » est d'autant plus honteuse que Netanyahu avait commencé à purger le territoire d'Israël de ses ennemis... Et voilà que le grand frère américain lui impose une cohabitation forcément néfaste, à court terme comme à long terme. On l'a déjà dit moult fois sur RR, la démographie galopante des Gazaouis, comme celle des musulmans en Europe, menace à long terme l'existence même des Israéliens et notre modèle civilisationnel, avec égalité hommes-femmes en Europe.

Sacrée déception sur Trump... On se console si on ose employer ce mot en se disant qu'avec un démocrate à la Maison Blanche c'eût été pire... Certes, mais...

Christine Tasin

Le 29 septembre 2025, le président américain [Donald Trump](#) a présenté à la Maison-Blanche, aux côtés de Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, un **plan de paix en 20 points** censé mettre fin au conflit qui

ravage Gaza depuis l'attaque terroriste du Hamas le 7 octobre 2023 (1200 victimes, 5000 blessés) et la réponse militaire d'Israël qui a suivi depuis deux ans, [provoquant une hécatombe](#) (**65.000 morts** et plus de 167.000 blessés sachant que la population totale de la bande de Gaza équivaut environ à 2,1 millions d'habitants)

Le document, qualifié par Trump de « l'une des plus belles journées de la civilisation », se veut une feuille de route globale : cessez-le-feu, libération des otages, démilitarisation du Hamas, gouvernance transitoire et reconstruction de Gaza. Washington entend ainsi s'imposer une fois encore comme **l'arbitre incontournable du Proche-Orient**, là où l'Europe, malgré ses grands discours, peine à dépasser le rôle de commentateur impuissant.

Les 20 points du plan Trump pour Gaza

1. **Fin immédiate des hostilités** : suspension totale des opérations militaires, gel des lignes de front.
2. **Libération des otages israéliens** : sous 72 heures, restitution de tous les otages, vivants ou décédés.
3. **Échange de prisonniers** : libération par Israël de 250 condamnés à perpétuité et de 1 700 Gazaouis arrêtés depuis octobre 2023 ; restitution des corps selon un ratio de 15 Palestiniens pour chaque Israélien décédé.
4. **Retrait israélien échelonné** : désengagement progressif de l'armée selon des conditions de sécurité, sans retrait préalable total.
5. **Amnistie pour le Hamas désarmé** : ceux qui déposent les armes et acceptent la coexistence pacifique obtiennent une amnistie.
6. **Départ volontaire** : ceux qui refusent peuvent quitter Gaza vers des pays d'accueil sécurisés.

7. **Aide humanitaire massive** : ouverture immédiate des convois sous supervision de l'ONU et du Croissant-Rouge, réouverture du passage de Rafah.
8. **Zone déradicalisée** : Gaza doit devenir une zone sans terrorisme, avec destruction des tunnels et usines d'armes.
9. **Démilitarisation supervisée** : programme international de rachat d'armes, contrôlé par des observateurs indépendants.
10. **Gouvernance transitoire** : mise en place d'un comité technocratique palestinien, placé sous l'autorité d'un **Conseil de Paix** présidé par Donald Trump lui-même, avec Tony Blair parmi ses membres.
11. **Réforme de l'Autorité palestinienne** : modernisation et renforcement de l'AP afin de reprendre le contrôle effectif de Gaza.
12. **Reconstruction économique** : lancement d'un « plan Trump » visant à transformer Gaza en zone économique spéciale, avec infrastructures modernes, mégapoles high-tech et investissements massifs.
13. **Pas de déplacement forcé** : les Gazaouis restent libres de partir ou de revenir, mais l'objectif affiché est de les encourager à rester pour reconstruire.
14. **Force internationale de stabilisation (ISF)** : déploiement d'une coalition avec participation arabe, pour sécuriser Gaza et assister les forces locales.
15. **Garanties régionales** : engagement des partenaires arabes à garantir le respect du cessez-le-feu et la fin des menaces.
16. **Pas d'annexion de Gaza** : Israël promet de ne pas occuper ou annexer le territoire.
17. **Exclusion totale du Hamas** : aucun rôle, direct ou indirect, pour le Hamas dans la gouvernance.
18. **Dialogue interconfessionnel** : promotion de la

tolérance et de la coexistence entre communautés.

19. **Voie vers l'autodétermination** : ouverture d'une perspective pour un futur État palestinien, sous conditions.
20. **Fin de la guerre conditionnelle** : possibilité d'annuler le cessez-le-feu si l'Autorité palestinienne échoue à réformer, avec engagement à poursuivre les négociations.

Réactions contrastées

Le plan a reçu un accueil positif de nombreux pays arabes (Arabie Saoudite, Égypte, Émirats) qui y voient une sortie de crise et un cadre pour la reconstruction. En Europe, Emmanuel Macron et Keir Starmer ont apporté un soutien prudent, appelant le Hamas à libérer les otages et insistant sur la nécessité d'une perspective à deux États.

L'Autorité palestinienne salue des « efforts sincères », tandis que les habitants de Gaza oscillent entre scepticisme et espoir. Le Hamas, de son côté, étudie le texte « de bonne foi », mais voit dans l'exclusion totale de son rôle une humiliation difficile à avaler.

L'Europe, spectatrice d'une partie décisive

Ce plan, qu'on l'approuve ou non, révèle surtout une évidence : **l'Europe n'a pas de poids diplomatique réel dans ce dossier**. Depuis le début du conflit, Bruxelles multiplie les communiqués, Paris appelle au cessez-le-feu, Berlin exprime sa solidarité avec Israël, Madrid plaide pour l'État palestinien. Mais aucune initiative concrète, aucun cadre opérationnel n'a été proposé par l'Union européenne.

Au contraire, c'est Washington qui fixe l'agenda, impose

son calendrier et préside le « Conseil de Paix ». L'inclusion de Tony Blair – ancien Premier ministre britannique, mais surtout allié de Washington dans la guerre d'Irak – illustre bien ce déséquilibre : même les personnalités européennes convoquées le sont sous bannière américaine.

Cet effacement diplomatique est d'autant plus frappant que l'UE est l'un des principaux bailleurs de fonds de l'Autorité palestinienne et qu'elle finance massivement l'aide humanitaire à Gaza. Pourtant, ses milliards ne lui offrent aucun levier politique réel. Ils sont ainsi pris dans les poches des contribuables européens..pour rien du tout.

En confiant une fois encore la direction des négociations à Washington, les protagonistes confirment que **l'Europe reste une serpillère, bonne à accueillir les migrants en cas de conflit, à clamer des « valeurs » dont le monde entier se moque, et à payer l'Aide au développement ou à la reconstruction, mais pas un acteur stratégique.** L'absence de toute proposition autonome européenne renforce l'impression d'une Union qui subit plus qu'elle n'agit.

Le plan Trump est fragile et son application reste incertaine. Mais il a le mérite d'exister et de fixer un cadre, là où l'Europe se contente de déclarations de principe. En mettant sur la table un projet en 20 points, en obtenant immédiatement le soutien d'Israël et d'une partie du monde arabe, Washington démontre qu'elle reste l'unique puissance capable d'imposer une dynamique diplomatique au Proche-Orient.

L'Europe, une fois encore, apparaît comme **spectatrice impuissante**, condamnée à financer la reconstruction sans avoir voix au chapitre sur l'avenir politique du conflit. Une leçon amère pour le Vieux Continent, qui

confirme son déclassement géopolitique face à la diplomatie américaine.

YV

Crédit photo : DR (photo d'illustration)

[cc] Article relu et corrigé par ChatGPT. [Breizh-info.com](https://breizh-info.com), 2025, dépêches libres de copie et de diffusion sous réserve de mention et de lien vers la source d'origine